



20 NOVEMBRE 2014 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

La Fonction publique territoriale encore et toujours dans le viseur

Le mercredi 22 octobre 2014, se tenaient à Paris les 6èmes Rendez-vous de l'intelligence locale, organisés par Villes de France et regroupant 200 représentants de villes moyennes et d'intercommunalités.

A cette occasion, a été publié un manifeste intitulé : « *Finances locales, faire mieux avec moins* ».

Les représentants de ces villes ont fait chauffer leurs neurones jusqu'à pousser l'intelligence locale à l'extrême, pour trouver des solutions.

Il en est sorti 11 propositions. En voici quelques-unes :

- « *Réformer le statut de la fonction publique territoriale et rendre les collectivités locales employeurs réellement co-décisionnaires des évolutions en matière de statut et rémunération* ».
- « *Assouplir les évolutions en matière d'avancement et mieux prendre en compte les aptitudes professionnelles* »,
- « *réduire globalement le niveau des dépenses publiques* »,
- engager « *une politique de réduction plus ambitieuse des dépenses sociales* ».

Villes de France proclame enfin que « *la réduction de la masse salariale est devenue la priorité absolue pour les villes et intercommunalités de France* ».

Ces propositions sont dans la droite ligne des politiques d'austérité du gouvernement Valls et du Président de la République, qui prévoient 11,5 milliards de réductions budgétaires pour les collectivités d'ici 2017, dont 3, 5 milliards au budget 2015.

Les mêmes ritournelles sont reprises par la droite et l'extrême droite quand il s'agit d'attaquer la Fonction publique, le Statut et les fonctionnaires jugés trop nombreux, trop coûteux, paresseux, fainéants.

Dans le même registre, le député radical de gauche Alain Tourret y est à son tour allé de son couplet anti-FPT.

Le 7 novembre, il a fait 20 propositions pour reformer la fonction publique. « *Dans un contexte particulièrement contraint de réduction budgétaire, il est légitime que la fonction publique contribue à l'effort national* », estime-t-il. Selon lui, « *aucune piste de réflexion ne doit être écartée* » et il propose donc la possibilité de rupture conventionnelle pour les

fonctionnaires. Il prône le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires et veut pousser les collectivités locales à réduire leurs effectifs.

Alors que les politiques d'austérité échouent partout en Europe et singulièrement en France, Villes de France et le député Tourret proposent d'aller encore plus loin dans la casse de la Fonction publique.

La Fédération CGT des Services publics réaffirme que la Fonction publique est un puissant vecteur de richesse, de solidarité, d'égalité du citoyen sur l'ensemble du territoire, de développement économique.

Ce ne sont pas le Statut et les dépenses publiques qui sont la cause de l'état de notre pays, mais les suppressions d'emplois publics, la politique du faire mieux avec moins, l'austérité salariale, autant de facteurs qui plombent notre économie.

Afin de répondre aux besoins grandissants de la population, une autre politique s'impose, fondée sur le développement de notre Fonction publique, sur la réponse aux besoins de la population et de l'économie, sur une politique salariale ambitieuse.

Pour cela les plus de 230 milliards d'euros d'exonération fiscales et sociales accordés au patronat doivent être réorientés.

La CGT Services publics appelle les agents territoriaux à la vigilance et à la mobilisation. Une participation massive aux élections professionnelles du 4 décembre et un vote CGT puissant sont les meilleures réponses immédiates à apporter aux pourfendeurs de notre Fonction publique. S'agissant du député Tourret, la Fédération appelle d'ores et déjà les agents territoriaux de sa circonscription à prendre date pour les prochaines législatives et à lui réserver le sort électoral qu'il mérite.
